



Mme la présidente,

La Cgt avait alerté, chaque jour qui passe démontre sa lucidité. Macron n'est pas un idéologue, il est un mercenaire au service d'une minorité. Malheureusement pour l'intérêt général, il aura choisi le camp des nantis, sinon comment expliquer le lourd tribut qu'il veut faire payer au plus grand nombre, voire aux plus démunis: hausse de la CSG:4,50Md, baisse du budget de la sécurité sociale :5 Mds, baisse du budget de l'Etat : 7 mds, baisse du budget des collectivités locale 3,5 Mds, baisse des APL, suppression de 120000 fonctionnaires etc, pendant que l'individu distribue allègrement à ceux de sa caste : pacte de responsabilité + 4mds soit 44 Mds, suppression de l'ISF 3,5 Mds, fin de la taxation sur les dividendes 1,8 Mds, plafonnement de la taxation sur le capital 1,3 Md, baisse de l'impôt société 1,2 Mds etc...

cette posture jupiterienne est dénoncée par de nombreux intellectuels, estimant que le président montre une profonde incompréhension des défis inégalitaires que la mondialisation exige de relever.

Une démocratie capable de proposer un parti d'extrême droite au second tour d'une élection présidentielle et capable d'élire un président avec seulement 43 % des inscrits est une démocratie qui va mal! Et tous savent que les inégalités sociales et territoriales sont causes de cette réalité politique.

Le service public est justement un moyen parmi d'autres, mais pas sdes moindres, pour amortir les effets dramatiques que la situation économique impose à certaines franges de la population...Macron le reconnaissait semaine dernière, quand, parlant des banlieues, il exigeait la réimplantation de services de l'Etat..arguant que la desertification des service publics de proximité était pour partie responsable du délabrement des quartiers qu'il se disait prêt à réhabiliter...alors quid de la ruralité? Ce qui est vrai pour les banlieues ne le serait pas pour la ruralité?...soyez en assuré ..même cause, mêmes effets! La fermeture d'un service de l'Etat en ruralité c'est l'abandon d'un territoire..ce qui est vrai en banlieue l'est aussi dans nos campagnes...Mme La présidente rappelez vous de celà lorsque, prochainement vous porterez la décision de fermeture d'une trésorerie de proximité.

Car, il va de soi que la supercherie du moment appelé Pap 2022, n'est autre que la continuité de ce que l'on appelât RGPP ou Map..qu'elle n'est qu'un outil supplémentaire pour organiser les services publics nombreux et variés que les usagers doivent subir au fil des gouvernements qui se succèdent et qui se ressemblent. Son seul véritable objectif :point 3 du projet de l'action, réduire de 3 points la part de la dépense publique dans le PIB d'ici 2022...la CGT rappelle que penser le service public en terme de coût est une erreur intellectuelle...et rappelons aussi, que cette demande devient plus illégitime encore au regard des gabegies de l'Administration Macron lorsqu'elle dispense ses trop nombreux cadeaux à quelques déjà privilégiés.

S'agissant de l'administration des finances publiques, comment améliorer la qualité d'un service lorsqu'il est jugé par ses administrés comme très satisfaisant ou satisfaisant à + de 80 %, quant au numérique qu'il faudrait appréhender, la DGFIP n'a pas attendu Edouard Philippe pour s'en emparer... La CGT n'a jamais remis en cause cette nécessaire numérisation, les dossiers les plus simples ont déjà basculé vers les canaux digitaux, tout comme les plus hardis de nos usagers se sont déjà emparés de nos propositions de services numériques..qui demeurent cependant à améliorer...Mais quid des usagers les + fragiles? Nombre qui tend à augmenter lorsque la conjoncture économique est défavorable...Les services publics ne peuvent sélectionner et a fortiori ignorer les besoins des populations les plus fragiles comme ils ne peuvent déroger à l'un des

fondements qui les a modelé au fil des décennies : l'obligation d'égalité de traitement des citoyens, Or, pour ces populations (chômeurs de longue durée, jeunes sans ressource, bénéficiaires de minima sociaux, personnes en situation de rupture, personnes isolées de nos territoires ruraux ou personnes âgées...) un service public de qualité passe inévitablement par un traitement physique ou téléphonique personnalisé avec des agents experts du domaine concerné...ce traitement a un cout financier dont Bercy veut inlassablement s'exonérer...volonté dangereuse socialement, la CGT l'évoquait précédemment!

Ces choix politiques que vous assumez, madame la présidente auront des conséquences lourdes et peut être irréversibles dans notre département, il s'agit pour l'essentiel des fermetures de services de proximité que vous envisageriez...Concernant vos autres décisions, fusions de services et transferts de missions, le tout pour mieux absorber la suppression annuelle de fonctionnaires que l'on vous impose, les agents ont exprimé récemment leur ras le bol! Le Finistère, le 10 octobre, avec plus d'un agent sur 2 en grève, score bien supérieur à la moyenne nationale parmi les 5 pires résultats du pays, vous a transmis un message fort, en avez vous pris connaissance et quelle est votre réponse? Si vous ajoutez à ce moment d'expression éloquent , les résultats de l'enquête dont nous débattons aujourd'hui, force est de constater que le coeur n'y est plus pour les agents. Agents fatigués, usés, agents que vous ne pourrez qualifier de partisan tant leurs reponses sont diverses et lucides, parfois justifiant vos choix, mais aussi vous rappelant leur souffrance au travail, et la pietre qualité de leur environnement professionnel vecteur de stress et d'inquiétude pour leur avenir. Démunis dans des services surchargés, il expriment la volonté d'être accompagnés et de voir se ralentir les projets de restructurations dont ils mesurent les dangers et leurs pretextes, madame la présidente serez vous à la hauteur de leurs légitimes attentes? Souhaitez vous l'être et avec quels moyens?